

LA CHAMBRE D'ACCUSATION REPORTE SON VERDICT DANS L'AFFAIRE SONATRACH

De multiples interrogations

Pour la quatrième fois consécutive, la chambre d'accusation près la cour d'Alger a reporté son verdict dans l'affaire Sonatrach. Selon des sources proches de la défense, «le verdict ne sera connu que le 5 décembre prochain».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Cet énième report décidé par les magistrats de la chambre d'accusation près la cour d'Alger a soulevé moult interrogations parmi la défense et les proches des personnes mises en cause dans cette affaire.

Pour un grand nombre d'observateurs, ce report a été décidé car «les magistrats en charge de cette affaire, très complexe, veulent disposer de suffisamment de temps pour trancher et faire éclater la vérité».

L'institution judiciaire devra donc statuer sur les recommandations du magistrat instructeur et les décisions qu'il avait notifiées dans son ordonnance de renvoi (devant la chambre d'accusation) en date du 26 septembre 2011.

Pour rappel, la chambre d'accusation près la cour d'Alger a déjà examiné les premières conclusions de l'instruction qui faisaient état

de la correctionnalisation du dossier et de l'annulation des poursuites à l'encontre de trois prévenus.

Cependant, elle a ordonné un complément d'enquête sur les biens détenus en Algérie et à l'étranger par l'ensemble des prévenus afin de vérifier «s'il n'y a pas eu de délit de blanchiment d'argent». Ainsi, deux commissions rogatoires (le 31 janvier et le 30 décembre 2010), dont une adressée au doyen des juges du tribunal parisien, ont été délivrées.

Le juge en charge de l'affaire veut avoir, dit-on, toutes les informations relatives aux biens en Algérie et à l'étranger de l'ensemble des prévenus, et ceux de Réda Hemche en particulier, qui aurait joué un grand rôle dans l'affaire des marchés et de la surfacturation.

La chambre d'accusation a formulé récemment des demandes de saisie des



Les magistrats veulent disposer de plus de temps pour faire éclater la vérité.

biens détenus par les prévenus en France.

Avec cette nouvelle donne, il ressort nettement que la chambre d'accusation a opté pour les prolongations en attendant de statuer définitivement sur l'affaire.

Selon des sources citées par le journal *El Watan*,

Mohamed Meziane, sous contrôle judiciaire, et ses deux fils, en détention provisoire depuis plus d'une année, sont concernés par un nouveau chef d'inculpation lié au blanchiment d'argent, d'où la mise en place des commissions rogatoires. En mai dernier, le même magistrat a pro-

cedé à des interrogatoires concernant leurs biens immobiliers et leurs comptes ainsi que ceux de leurs épouses.

Les premières auditions des quatorze prévenus et celles d'une quinzaine de témoins se sont achevées sur la question de la responsabilité politique et administrative de l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, dans ce scandale.

En effet, que ce soit pour l'ancien P-dg Mohamed Meziane, ses deux enfants ou les vice-présidents, Benamar Zenasni, chargé de l'activité transport par canalisation (sous mandat de dépôt), Belkacem Boumedienne, chargé de l'activité amont (en détention provisoire) et Chawki Rahal, chargé de l'activité commercialisation (placé sous contrôle judiciaire), il est clair que tous les actes de leur gestion étaient soumis à l'appréciation du ministre de l'Energie, expliquent nos sources, qui révèlent que Mohamed Meziane, l'ex-P-dg, «ne faisait rien sans en référer à Chakib Khelil».

A. B.

KHAOULA

DRIF

Déjà, de très nombreuses offres d'aide

De partout, d'Algérie mais aussi du Canada, de Paris et du Moyen-Orient, vous avez été très nombreux à répondre à l'appel lancé dans notre édition d'hier pour venir en aide à Khaoula Drif, jeune étudiante de Skikda, atteinte d'une maladie très grave et qui a besoin d'argent pour subir une délicate intervention en France. De celui qui veut faire un «petit geste» à ceux qui ont les moyens d'offrir plus, vous démontrez, une fois de plus, que l'on peut compter sur vous dans les moments difficiles. Nous attendons également un geste des autorités, comme ce fut le cas pour Romaïssa de Chlef dont l'opération chirurgicale a été entièrement prise en charge par l'Etat algérien alors que sa rééducation d'une année, avec tous les frais de séjour, de soins, d'études et de détente, ont été pris en charge par l'Etat français.

En attendant de vérifier les numéros de compte en dinars et en devises qui sont en notre possession, afin de nous assurer que les dons iront bien à la famille de Khaoula, nous vous attendons sur l'adresse e-mail : vitekhaoula@gmail.com.

YACEF SAÂDI AU FORUM D'EL WASSAT :

«Les générations futures doivent connaître l'histoire de leur pays»

Invité, hier, au forum du quotidien El Wassat, Yacef Saâdi a souligné l'importance de transmettre aux nouvelles générations des témoignages et des faits historiques de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, et ce, «pas seulement depuis la guerre de Libération nationale», a-t-il précisé.

F.-Zohra B. - Alger

(Le Soir) - L'ancien moudjahid a annoncé avoir procédé à l'édition de DVD retraçant les parcours héroïques de héros qui se sont sacrifiés au cours des siècles pour la dignité et la liberté de leur pays, l'Algérie.

Il précisera que ces films sont distribués aux enfants en vue de les sensibiliser à l'histoire de leur pays et au vécu de personnages au destin exceptionnel.

Pour le conférencier, le peuple algérien a de tout temps combattu et pas seulement depuis 1954. «L'indépendance de l'Algérie en 1962 a été la concrétisation de toutes les luttes qui ont été déclenchées auparavant, au fil des siècles. Nous devons mettre cette histoire en valeur et ne pas seulement commémorer cinquante années d'indépendance. Ces héros ont donné leur vie pour que l'Algérie soit libre», a souligné le conférencier.

Concernant les DVD destinés aux opérations de sensibilisation, Yacef Saâdi précisera qu'il les finance lui-même et refuse toute aide des autorités. «Je réponds sans hésiter aux questions des enfants qui m'interrogent sur la Révolution, ils sont curieux et font preuve d'une grande intelligence quand il s'agit de l'histoire de leur pays», explique Yacef Saâdi.

Il dira, par ailleurs, que l'Algérie, bien qu'elle ait obtenu son indépendance, reste quand même dépendante à 50% du fait qu'elle n'a pas su acquérir le développement scientifique et économique nécessaire à sa complète indépendance.

«A l'indépendance, nous n'étions libres qu'à 50% puisque nous devions tout construire et nous consacrer les années suivantes à produire notamment des scientifiques et des intellectuels. Nous ne devrions pas être



Yacef Saâdi, ancien moudjahid.

dans la situation actuelle si nous avons atteint nos objectifs», a expliqué l'invité du forum d'*El Wassat*. Faisant allusion à la «lutte pour le pouvoir», Yacef Saâdi a repris les propos de

Larbi Ben M'hidi qui aurait, selon ses déclarations, souhaité ne pas vivre l'indépendance de l'Algérie pour ne pas avoir à assister à une lutte pour le pouvoir.

F.-Z. B.